



QUAND DES FEMMES CHANGENT LEUR VILLE EN MARCHANT

Arpenter la ville pour la rendre plus sûre et plus accueillante, revisiter le cadre bâti et les espaces publics, afin qu'ils soient davantage accessibles aux habitantes des quartiers de la politique de la ville, solliciter leur avis en leur confiant l'élaboration de diagnostics sur la sécurité dans leur cadre de vie : c'est la méthode des « marches exploratoires des femmes ». Elles permettent aux femmes de contribuer à l'amélioration de leur environnement urbain par des changements concrets. Elles peuvent également être à l'origine de nouvelles dynamiques participatives. Et si cette approche de la ville devenait un nouveau levier de transformation urbaine ?

Près d'une femme sur trois éprouve un sentiment d'insécurité dans son quartier, contre moins d'une femme sur cinq dans les agglomérations environnantes (voir *infographie p.2*). Les femmes se sentent particulièrement exposées dans la rue et les transports en commun, avec la peur fréquente d'être suivies, de subir des agressions, des menaces ou des vols. Ce sentiment d'insécurité les conduit fréquemment à éviter ou désertier les espaces publics, à restreindre leurs activités et leur participation à la vie collective. Une rue, une gare ou une station de métro, une galerie commerciale, un parking, un jardin ou une place doivent être accessibles à tous et toutes. Veiller à l'accessibilité des espaces publics suppose une adaptation constante des aménagements et des dispositifs de sécurité. C'est l'objectif poursuivi par **les marches exploratoires des femmes**.

Avril 2016

#17

50
professionnel(le)s et
habitantes formées
à la méthodologie
des marches
exploratoires.

150
marcheuses
sensibilisées.

34
marches
exploratoires
réalisées, avec
une présence
systématique des
élus locaux aux
restitutions.

Apparu au début des années 1990 à Toronto et Montréal, sous l'impulsion conjointe d'organisations de femmes et des services municipaux, ce dispositif repose sur l'expertise des habitantes pour améliorer la sécurité des espaces publics. Au travers des marches exploratoires, il s'agit de prendre en compte les caractéristiques du bâti et de considérer ses usages, et notamment les circulations, sous l'angle du genre, pour prévenir les risques d'agressions et faire reculer le sentiment d'insécurité. Fondées sur la vision propre des femmes, les marches exploratoires font appel à leur expérience concrète et quotidienne d'usagères de la ville. Elles permettent d'évaluer la sécurité des lieux urbains et doivent déboucher sur des recommandations d'aménagement à l'intention des autorités publiques. Elles débutent en effet par un diagnostic partagé, résultant d'une enquête de terrain qui porte sur les différentes composantes d'un environnement sécurisé : signalisation, visibilité, animation des lieux et présence humaine, aménagement, maintenance et entretien des équipements publics (voir encadré sur « La méthode des marches exploratoires »). Elles supposent l'implication de l'ensemble des parties prenantes institutionnelles, au premier rang desquelles les collectivités territoriales, mais également les bailleurs sociaux ou les associations de proximité, pour stimuler l'élaboration des diagnostics et des recommandations, et réaliser les actions et aménagements nécessaires.

LES MARCHES EXPLORATOIRES 2.0

Depuis 2014, le réseau France Médiation coordonne en France une expérimentation de marches exploratoires, soutenue par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), à laquelle participent douze villes, en partenariat avec les structures de médiation sociale et le tissu associatif. Cette expérimentation vise à renforcer la place des femmes dans la démocratie participative locale et l'espace public, à améliorer l'environnement urbain des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et favoriser l'utilisation du numérique comme outil de citoyenneté. Elle prolonge « les diagnostics en marchant », mis en œuvre dans le cadre de la gestion urbaine de proximité (Gup) : ces diagnostics, qui ont également pour objet d'améliorer l'habitat et le cadre de vie des habitants, sont organisés à partir de visites des quartiers. Réalisées sur une journée par l'ensemble des acteurs locaux (bailleurs, élus et services municipaux, services de l'État, associations locales, représentants des habitants), elles sont actualisées chaque semestre. Toutefois, les « diagnostics en marchant » ont été marqués jusqu'ici par une faible place donnée aux habitantes : peu représentées dans le déroulement des visites, les femmes y expriment moins que les hommes leurs constats et leurs attentes.

C'est précisément à cette carence que remédient les marches exploratoires : les femmes ont une pratique spécifique de l'espace urbain, du fait des rôles qui leur sont traditionnellement impartis (garde des enfants et organisation de leurs activités, courses...) et de leur exposition, particulièrement marquée, aux risques de harcèlement de rue. De plus, l'expérience canadienne montre que leurs propositions, loin de ne concerner qu'elles-mêmes, sont de nature à bénéficier à toutes les catégories de la population.

¹ Rapport annuel de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) 2015, Les femmes des quartiers prioritaires, éléments démographiques et situation sur le marché du travail, pp 67-73

² Rapport annuel de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) 2015, Insécurité et sentiment d'insécurité dans les ZUS, pp 187-193



La part des familles monoparentales atteint 24,1 % dans les QPV contre 15,7 % dans les autres quartiers ; dans la plupart des cas, ce sont les mères qui sont à la tête de ces familles (88,6 % dans les QPV, 87,1 % dans les unités urbaines environnantes)¹.



Les femmes représentent 52,1 % de la population dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), contre 51,5 % dans les unités urbaines environnantes.

Environ une femme sur trois habitant les anciennes Zus se sent en insécurité contre seulement un homme sur cinq².



La démarche des marches exploratoires, en distinguant la phase de diagnostic, réalisée par groupe, de la phase de dialogue et de restitution avec les élus et acteurs locaux, permet de faciliter la prise de parole et l'expression des attentes. Elle est fondée, en amont de l'organisation des marches proprement dites, sur l'élaboration d'une « cartographie sociale » : les habitantes retracent leurs parcours habituels dans la ville et définissent ensuite, ensemble, la ou les zones à explorer, en fonction des problèmes déjà identifiés au cours de leurs trajets quotidiens. Les marches sont organisées en journée et le soir, pour tenir compte des différences de fréquentation et d'usage des espaces publics selon les heures. Elles s'appuient sur un outil de géolocalisation en ligne (Medios, développé par France Médiation), qui fournit une analyse quantitative et qualitative des difficultés identifiées au cours des marches. Celle-ci complète l'analyse cartographique et le rapport écrit au terme du processus.

UN BILAN D'ÉTAPE

Les premiers éléments de bilan de l'expérimentation confirment l'intérêt des marches exploratoires. Elles permettent de poser concrètement les enjeux d'accessibilité et de sécurité. Les diagnostics et propositions formulées peuvent utilement contribuer à la conception des opérations de renouvellement urbain, celles-ci constituant une opportunité pour réaliser les aménagements préconisés. En l'absence d'opérations de renouvellement urbain d'envergure, les marches exploratoires conservent cependant toute leur pertinence : elles actualisent la cartographie des risques ressentis par la population ; les recommandations d'actions et d'aménagements de proximité qui en sont issues peuvent être retenues dans le cadre de la Gup.

Les marches exploratoires viennent également conforter la participation des habitant(e)s. Une des innovations majeures portée par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine réside dans la promotion de la participation des résident(e)s des QPV à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des contrats de ville, au travers de la création des conseils citoyens et, dans les quartiers bénéficiant du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), des maisons du projet. Les marches exploratoires constituent de ce point de vue un outil de mobilisation, qui permet d'accroître le rôle des femmes dans la vie publique locale. Elles ont permis à des femmes éloignées des formes traditionnelles de participation de s'investir et de s'exprimer, mais aussi de renforcer leur pouvoir d'interpellation, en tant que femmes et dans une perspective citoyenne.

³ Anne Michaud, Guide d'aménagement pour un environnement sécuritaire, Ville de Montréal, 2002

LA MÉTHODE DES MARCHES EXPLORATOIRES

La ville de Montréal a synthétisé la méthode des marches exploratoires au sein d'un guide qui distingue six principes de base pour améliorer la sécurité dans un environnement urbain³.

1. La signalisation : savoir où l'on est et où l'on va

Faciliter le repérage et l'orientation dans l'espace urbain, par le positionnement stratégique et la lisibilité des renseignements fournis, quels que soient les supports (panneaux, marquage au sol, signalétiques, pictogrammes).

2. La visibilité : voir et être vu

Veiller à une intensité suffisante de l'éclairage pour permettre la circulation des personnes (réglages de la luminosité de l'éclairage public, choix des implantations pour éviter les zones d'ombre, élagage des arbres pour laisser passer la lumière...) ; accroître le champ de vision (réduction des obstacles visuels, utilisation de matériaux transparents, sécurisation des lieux susceptibles de servir de repères...).

3. L'animation des lieux et la présence humaine : entendre et être entendue

Développer les activités dans les rues, parcs et centres piétonniers.

4. La surveillance formelle et l'accès à l'aide : pouvoir s'échapper et obtenir du secours

Mettre en place des dispositifs de surveillance et de sécurisation.

5. L'aménagement et l'entretien des lieux : vivre dans un environnement propre et accueillant

Favoriser la fréquentation d'un lieu et le rendre moins vulnérable aux dégradations : vérifier le bon état des équipements, leur maintenance et leur entretien ; identifier les problèmes de circulation à pied, en vélo, en transports en commun, les difficultés d'accessibilité et les obstacles aux déplacements.

6. La participation de la communauté : agir ensemble

Mobiliser la population, les élus, les opérateurs de service public pour une meilleure appropriation des lieux publics par les habitant(e)s.

Concrètement, les marches exploratoires comprennent cinq phases :

1. La formation des équipes projets.

2. La préparation des marches : mobilisation des partenaires et des marcheuses, détermination du parcours de la marche.

3. La réalisation de trois marches, sur le même parcours et à différents moments de la journée, avec l'appui de supports cartographiques, photographiques, etc.

4. L'élaboration du rapport, à partir des moments de débriefing, permettant de confronter les points de vue et d'élaborer un document garant de l'avis collectif du groupe de femmes, et non seulement des points de vue individuels. Le rapport présente ainsi le diagnostic des marches et les préconisations retenues par le groupe pour répondre aux difficultés recensées.

5. La marche de restitution avec les décideurs (élus, services municipaux, bailleurs sociaux...), où les femmes présentent leur diagnostic et leurs préconisations. Cette marche doit déboucher sur un engagement de la ville et des partenaires dans la réalisation des préconisations. Un comité de suivi, regroupant les parties prenantes - au premier chef les habitantes - doit être mis en place.

ZOOM SUR L'EXPÉRIMENTATION

• 12 villes participantes :

Amiens (80)	Pierre Rollin
Arcueil (94)	Jean Macé
Avignon (84)	La Barbière
Bastia (2B)	Lupino
Bordeaux (33)	Les Aubiers
Creil (60)	Plateau Rouher
Lille (59)	Faubourg de Béthune
Mons-en-Barœul (59)	Nouveau-Mons - 4 secteurs
Montreuil (93)	La Noue
Paris 20 ^e	Hauts de Belleville
Rennes (35)	Maurepas
Saint-Étienne (42)	Montreynaud

• Coordination : France Médiation

• **Partenaires** : Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports (CGET : bourse « Participation des habitants »), Secrétariat d'État aux Droits des femmes, Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance, Fondation Macif, Conseil régional d'Île-de-France

• Formation : Maturescence

• **Évaluation** : Laboratoire Étude Recherche Formation en Action Sociale (LERFAS) - ATEC Tours

Une fois les groupes de femmes constitués au travers des marches exploratoires, il est en effet possible de les accompagner vers d'autres démarches participatives, mixtes cette fois, comme les diagnostics en marchant, les conseils citoyens ou les maisons du projet. Sans modifier en profondeur les relations entre les habitantes des QPV et les institutions, les douze marches engagées ont donc permis de créer des espaces, des moments et des habitudes d'échanges, qui contribuent à la prévention du communautarisme et à la lutte contre les replis identitaires.

Enfin, si les marches exploratoires ont permis de tirer parti du regard des femmes sur l'aménagement de l'espace public et les enjeux sécuritaires, la mobilisation de leur expertise d'usage pourrait être élargie à d'autres objets : c'est le sens du projet porté par la ville de Villiers-le-Bel dans le cadre du PIA (programme d'investissements d'avenir) « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain ». Là encore, l'approche par le genre constituera un levier de transformation urbaine.

À VILLIERS-LE-BEL (95) : UNE APPROCHE INNOVANTE PAR LA PRISE EN COMPTE DU GENRE COMME CONDITION DE RÉUSSITE DES ACTIONS SOCIALES, URBAINES ET ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre du PIA (programme d'investissements d'avenir) « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain », un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), a sélectionné vingt lauréats, également concernés par le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). Les actions innovantes proposées par les différentes intercommunalités candidates pour contribuer aux deux objectifs du PIA, à savoir **l'augmentation du reste pour vivre des habitants** et **l'attractivité des quartiers**, portent sur la transition énergétique, la mobilité, la santé, l'alimentation ou le numérique. Parmi elles, la candidature de Villiers-le-Bel fait figure d'exception en proposant une **démarche intégrée sur l'égalité femme/homme**, visant l'appropriation par toutes et tous des espaces et équipements collectifs.

À Villiers-le-Bel, les familles monoparentales sont surreprésentées et la garde d'enfants constitue l'un des premiers postes de dépenses des habitants. Améliorer les conditions de garde d'enfants constitue par conséquent un puissant levier pour permettre l'augmentation du reste pour vivre des ménages. La Ville considère que les économies à venir vont être trouvées dans le partage de dépenses bien identifiées, grâce notamment à la **création d'équipements collectifs et solidaires** en pied d'immeuble : un café des enfants, une buanderie et une cuisine collectives, un garage

associatif... Les caractéristiques de la population, avec notamment une forte proportion de jeunes femmes, conduisent également les promoteurs du projet à engager un travail sur **la rue, comme espace pour toutes et tous**, en vue d'y faciliter les déplacements et les usages, en particulier au travers de la création de cheminements piétons.

L'approche par le genre est complémentaire d'une réflexion initiée par ailleurs sur les sujets énergétiques et environnementaux, notamment au travers de l'engagement de Villiers-le-Bel dans la démarche de labellisation EcoQuartier. Cette approche par le genre et les usages doit permettre une appropriation des actions par les habitant(e)s qui contribuent, **à une petite échelle et au quotidien**, à la réalisation de la ville durable. L'ensemble des solutions envisageables dans le cadre de ce projet sont mises à la discussion dans un cadre participatif.

La candidature de Villiers-le-Bel a ainsi été retenue dans le cadre du PIA pour son **approche sociale et participative**, qui repose sur une démarche intégrée. L'innovation dans ce projet porté par Villiers-le-Bel est à la fois protéiforme et cohérente : elle s'illustre dans la conduite de projet, en associant les habitants ; elle propose des innovations douces, au travers de nouveaux aménagements urbains et d'espaces communs et partagés par toutes et tous.

En couverture : Marche exploratoire dans le quartier du Nouveau Mons à Mons-en-Barœul (59) © Ville de Mons-en-Barœul
Infographie p.2 : CGET CC by Freepik

Auteurs : Éric Briat et Marianne Jouandeau (CGET).
Remerciements à Laurent Giraud (France Médiation), Wilfrid Geiller et Kim Chiusano (Agence nationale pour la rénovation urbaine).



cget

Une publication du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Directrice de publication : Marie-Caroline Bonnet-Galzy

Abonnez-vous à la collection **En Bref** sur :
www.cget.gouv.fr/jemabonne

ISSN 2492-5012

Retrouvez la collection
En Bref
www.cget.gouv.fr

Suivez-nous
@CGET_gouv
f /CGETgouv